

Campagne de Valérie Pécresse

Réponse aux questions de l'association RESPIRE.

1. Faire voter une loi protégeant les établissements scolaires de la pollution de l'air

Il existe déjà une loi, il s'agit de la loi Grenelle 2 (articles L. 221-8 et R. 221-30 et suivants du code de l'environnement). En revanche, il faut effectivement l'améliorer. Par ailleurs, le parc scolaire existant est très varié et ne permet pas, dans tous les cas, de créer des zones apaisées. Il serait utile d'inclure les questions de qualité de l'air dans les documents de planification urbaine.

Notre programme prévoit un grand plan d'équipement de capteurs de CO2 dans tous les ERP, et qui inclut donc les établissements scolaires.

2. Adopter un plan d'action national de lutte contre l'exposition aux polluants aux abords des écoles

Oui. La santé environnementale est un sujet important de notre programme, en particulier pour ce qui concerne la santé infantile. Une des grandes causes du mandat sera la recherche contre les cancers de l'enfant et le développement de mesures autour de la santé « mère-enfant ».

3. Favoriser la reconversion vers les véhicules à faible émission

Il faut effectivement encourager la modification des flottes automobiles, via des aides comme le dispositif de prime à la conversion, un plan ambitieux d'installation de bornes électriques sur tout le territoire (200 000 à la fin du quinquennat), et aussi en encourageant le retrofit.

4. Définir un calendrier progressif de sortie du véhicule thermique

Fin de la vente de véhicules thermiques neufs en 2035 et fin des hybrides rechargeables neufs en 2040. Nous aiderons ce mouvement par des aides aux ménages pour changer de véhicule.

5. Etablir un moratoire sur la construction ou l'agrandissement de nouvelles autoroutes

Un tel moratoire n'est pas prévu.

6. Développer massivement les infrastructures et usages de transports en commun

Oui. Le développement des transports en commun ferroviaire est un élément important de notre programme (lignes TGV et régionales).

7. Développer la pratique du vélo et du covoiturage

Oui. Le fonds vélo est déjà doté de 500 millions d'euros par an. Il n'est pas question de le diminuer, au contraire.

8. Renforcer la coopération et la gouvernance entre l'Etat et les collectivités

Oui. Valérie Pécresse porte un grand projet de décentralisation qui redonne plus de pouvoir aux collectivités, et notamment un « droit à la différenciation » pour adapter les réglementations nationales aux réalités locales.

9. Favoriser le développement des commerces de centre-ville

Oui. La rénovation des centre-bourgs et le développement de la fibre haut-débit sur tout le territoire sont inscrits dans notre programme. J'instaurerai un crédit d'impôt pour ceux qui investissent dans les commerces des villes de moins de 20 000 habitants.

10. Favoriser une utilisation optimisée du chauffage au bois

C'est déjà le cas avec la généralisation du fonds air-bois.

11. S'engager dans une trajectoire de réduction des émissions industrielles

La diminution des émissions agricoles d'ammoniac est un enjeu important, comme celui des pesticides, et s'intègre à un grand plan de soutien à l'agriculture. Les émissions industrielles devront être mieux contrôlées dans le cadre d'un plan de réindustrialisation écologique.

12. Réformer la procédure de gestion des pics de pollution

Oui. C'est effectivement un sujet, mais qu'il faut discuter avec les AASQA, les préfets et les autres parties prenantes.

13. Elargir les capacités de surveillance des AASQA

L'enjeu n'est pas la capacité des AASQA : elles en disposent déjà et s'en sont déjà emparées, par exemple pour les ULP et les pesticides. La question est d'élargir le champ des mesures réglementaires. Et c'est effectivement à améliorer.

14. Intégrer un diagnostic de la qualité de l'air intérieur

Les diagnostics de qualité de l'air sont déjà prévus dans le cadre de la loi sur les ERP (cf. point1)

15. Renforcer les financements de la recherche

Oui, je propose un milliard d'euros supplémentaires pour la recherche fondamentale et les innovations stratégiques.

16. Favoriser les liens entre les établissements de recherche

C'est évidemment une dimension fondamentale pour accélérer la recherche et l'innovation.

17. Plaider pour un alignement des valeurs limites sur les recommandations de l'OMS

Oui

18. Défendre une norme euro7 ambitieuse

Oui. La prise en compte des particules ultrafines ou des particules issues du freinage / frottement est un enjeu important.

19. Rendre l'avis du CNA obligatoire

Je trouverais effectivement utile que le CNA soit consulté sur tous les projets de loi ayant un impact sur la qualité de l'air. Les autorités politiques doivent pouvoir prendre les décisions de manière souveraine, en s'appuyant sur l'expertise et la recherche.

20. Mettre en place un contrôle technique des 2RM

Sur ce point, le pouvoir actuel a été illisible, puisque le président a été jusqu'à contredire une décision de son gouvernement. La directive européenne prévoit une dérogation à la mise en place de ce contrôle technique, si un plan de sécurité routière pour les deux roues lui est présenté, ce qui n'a toujours pas été fait.

L'avenir est à la motorisation électrique pour les deux roues, je mettrai en place un dispositif permettant de faciliter cette transition qui résoudra les problèmes de pollution de l'air.